

des gens pour croire que c'est inéquitable à l'heure actuelle. Ayons le sens des réalités.

J'aimerais dire quelques mots de nos vieillards pensionnés. Beaucoup d'entre eux subsistent à peine avec les \$55 qu'ils touchent chaque mois et, je pense, la plupart des députés l'admettront avec moi, qu'on devrait augmenter la pension de vieillesse et peut-être abaisser à 65 ans l'âge d'admissibilité. Comme beaucoup de membres de la Chambre, je suis en faveur de ces deux mesures. La seule difficulté à vaincre, c'est comment y arriver.

Le gouvernement a reçu le rapport de M. Clark à la suite de la minutieuse enquête qu'il a menée sur le régime actuel de sécurité sociale des États-Unis par rapport au régime de pension de vieillesse du Canada. J'ai lu le rapport d'un bout à l'autre et je dois dire que l'enquête de M. Clark est approfondie et très complète. Son rapport est maintenant entre les mains du gouvernement et il faudra résoudre prochainement les problèmes qui existent en matière de sécurité de la vieillesse. Il reste encore à décider jusqu'où peuvent aller ces dispositions et quelle forme elles doivent prendre. Deux choses semblent nécessaires: la stabilité des versements en valeur réelle et une entente sur une proportion stable du revenu national à consacrer à cette fin.

A mon avis, une formule simple s'impose pour rattacher les versements aux fluctuations du revenu national en argent. Les vieillards pensionnés se rendent compte que le gouvernement actuel a leurs intérêts à cœur; cela étant, nous devons être disposés à alléger les souffrances de nos citoyens âgés. J'ai toute confiance que cette aide sera fournie au moyen d'une mesure législative après qu'on aura étudié minutieusement l'excellent rapport rédigé par M. Clark. Je ne crois pas cependant que cela suffira. Quand le gouvernement aura étudié ce rapport dans tous ses détails, on devrait convoquer une conférence nationale qui réunirait des représentants du gouvernement et de tous les organismes en cause dans tout le Canada, ainsi que des représentants des différentes provinces. Alors, cette conférence pourrait déterminer la situation actuelle des vieillards pensionnés. On doit faire en sorte que le problème ne soit plus réglé au petit bonheur. Le programme adopté doit être à longue portée et doit être avantageux aux vieillards pensionnés de tout le Canada durant les années à venir.

Il y a un autre article, sans doute le dernier article important des dépenses du gouvernement dont a parlé l'honorable député de Hull: le service de la dette nationale. Certes, personne ne saurait proposer que ce service soit supprimé. Après avoir examiné ces trois articles, soit la défense, la sécurité

sociale et le service de la dette nationale, on constate que le gouvernement a vraiment très peu d'occasions d'économiser. Il ne reste donc qu'un parti à prendre, et c'est de hausser certaines taxes, mais pas à tel point qu'elles empêchent l'expansion de notre économie. Pour assurer la reprise économique continue de notre pays, il est certain qu'un certain déficit serait approprié.

Notre économie dépend de l'expansion. Il faudra donc que la demande nationale et étrangère augmente de façon très marquée, au rythme de l'accroissement de la main-d'œuvre canadienne et de son efficacité. Ainsi, nous avons deux problèmes à résoudre au sujet de notre économie nationale actuelle. L'un c'est le chômage et l'autre l'inflation. Il est important, et je crois que tous les experts financiers en conviendront, de préserver la valeur du dollar canadien.

A cet égard, il fallait s'attaquer au déficit de l'année passée, et c'est ce que le ministre des Finances a fait. Je crois que personne ne contestera que l'inflation crée plus de chômage qu'elle n'en supprime. Elle a non seulement cet effet, mais elle atteint également les épargnes et les placements d'un grand nombre et tend, en fin de compte, à diminuer la productivité. Il est important, par conséquent, que nous nous attaquions à l'inflation. Pourquoi n'allons-nous pas jusqu'au bout en augmentant encore davantage les impôts pour tâcher d'équilibrer le budget? Ce ne serait pas opportun; en effet, comme le ministre l'a fait remarquer dans son exposé budgétaire, nous devons combattre l'inflation tout en allégeant le chômage. Notre économie doit s'étendre, c'est-à-dire que notre rendement industriel doit augmenter. Nous devons faire attention de ne pas trop hausser les impôts afin que notre économie ne soit pas freinée mais qu'elle continue à se développer. A cette étape de notre essor économique, il est impossible de s'assurer qu'il continuera autrement qu'en adoptant un budget déficitaire, quoique le déficit soit bien moins considérable que celui de l'année dernière.

Notre budget national est censé tracer de notre situation financière un tableau qui nous permette de réorganiser la vie économique de notre pays. Notre budget national devrait nous démontrer si le gouvernement s'attaque vraiment aux problèmes qui existent dans notre société économique. En toute sincérité, monsieur l'Orateur, je crois que le budget déposé par le ministre des Finances remplit ces conditions. Cela étant, je crois qu'il reflète les principales caractéristiques du gouvernement actuel. N'oublions jamais que notre façon d'administrer le pays est liée à notre façon d'administrer nos finances. La richesse de